

Monsieur le Président,

C'est à la fin de la semaine dernière, mais également plus clairement hier lors du discours de politique générale, que le gouvernement de Jean-Marc AYRAULT a dévoilé ses premières orientations pour le projet de budget 2013, aux conséquences importantes pour la Fonction publique. Autant le dire tout de suite : pour l'essentiel, il s'agit d'une grave erreur d'aiguillage. Si la CGT se félicite sans ambiguïté des créations d'emplois annoncées, en particulier dans l'Education Nationale, elle condamne tout aussi clairement les suppressions à due concurrence prévues dans la plupart des autres ministères.

En supprimant de nouveau des dizaines de milliers d'emplois dans des secteurs durement touchés par cinq années de Sarkozysme, le Premier ministre prend la lourde responsabilité d'aggraver les conditions de travail déjà dégradées des agents et d'altérer la qualité du service public rendu aux citoyens.

Et ce, d'autant plus que des crédits de fonctionnement et d'intervention - indispensables à l'action publique - vont également subir de lourdes amputations.

Sur le fond, réduire la dette et les déficits passe avant tout par une autre répartition des richesses créées, adossée à une véritable réforme fiscale mettant à contribution les stratosphériques et indécentes profits et revenus qui existent - et se développent - en France pour une minorité de privilégiés.

La CGT réclame à nouveau, comme elle l'a fait lors de sa prise de contact avec Marylise LEBRANCHU, un moratoire immédiat sur les suppressions d'emplois.

D'ores et déjà, elle appelle les salariés de la Fonction publique à mettre en débat la perspective d'une mobilisation rapide, d'autant plus indispensable si le gouvernement ne change pas de cap de manière urgente.

Pour en venir à la DGFIP et au contexte de fusion, le sujet occupant votre bureau est la réorganisation des scolarités A, B et C.

S'agissant de la future scolarité des A et des discussions en cours en groupe de travail ou en RTA, la CGT Finances Publiques rappelle son opposition à la fusion et dénonce la méthode choisie par la direction générale pour imposer sa mise en place. La CGT exige que la DG revienne sur sa décision en matière de non-mixité dans chaque établissement et y mélangeant les catégories C, B et A. La diversité des publics dans les écoles est une nécessaire source de richesse.

Les groupes de travail se suivent à une cadence infernale avec des ordres du jour impossibles à tenir. Les discussions se font dans l'urgence, les projets présentés sont déjà finalisés, des modifications ne sont actées qu'à la marge, mais ne remettent pas en cause la philosophie globale des scolarités que vous imposez.

la suite à télécharger

fichiers:



[Télécharger dl_et_cr_capn_titul_a_st_et_pre-select.pdf](#) (267.13 Ko)

Public: [Archives CAP \(antérieur à 2018\)](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)

- [version PDF](#)

Leave this field blank
